ASIA CENTRE
centreasia.eu

DGRIS

mémo
OBSERVATOIRE CHINE 2017/2018

Le XIXème congrès du Parti communiste chinois

De la dictature d'un parti à la dictature d'un homme ?

Pr. Jean-Pierre Cabestan, Hong Kong Baptist University / Asia Centre

Table ronde n°22/24 de l'Observatoire Stratégique et Politique de la Chine, cycle 2017-2018, 23 novembre 2017

Maison de la Recherche de l'Inalco
2 rue de Lille
75007 Paris - France
Tél. : +33 1 75 43 63 20
Fax. : +33 1 75 43 63 23
ww.centreasia.eu
contact@centreasia.eu
siret 484236641.00037

La Chine a un nouveau « roi »[1]

Le XIXe Congrès du Parti communiste chinois (PCC), qui s'est déroulé du 18 au 24 octobre 2017 à Pékin, signale de manière incontestable le triomphe du président chinois Xi Jinping. Bon nombre des idées de Xi ont été inclues dans le rapport qu'il a présenté au congrès le 18 octobre tandis que son nom et la pensée qui y est attachée ont été intégrés dans les nouveaux statuts du Parti. Le XIXe Congrès confirme par ailleurs la réussite de la stratégie de Xi consistant à promouvoir ses alliés au sein de la direction du Parti. S'il est encore trop tôt pour spéculer sur son avenir politique au prochain congrès fin 2022, aucun successeur ne s'est clairement distingué lors du Congrès d'octobre, ce qui permettrait à Xi Jinping de garder les mains libres et éventuellement de se maintenir au pouvoir après 2022.

Le rapport de Xi Jinping

Le rapport présenté par le président chinois le 18 octobre au Palais de l'Assemblée du peuple présente des objectifs particulièrement ambitieux pour l'avenir de la Chine. La plupart des échéances fixées par les prédécesseurs de Xi pour réaliser ces grands objectifs ont été raccourcies : l'éradication de la pauvreté et l'avènement d'une société de prospérité moyenne (*xiaokang shehui*) sont prévues pour 2020 tandis la Chine est amenée à devenir un pays moderne en 2035 au lieu de 2050 et un pays riche et puissant à l'horizon 2050 et non plus 2100. Cependant, pour la première fois aucun taux de croissance précis n'a été inclus dans ce plan de développement. En même temps, le discours de Xi colle plus que jamais à la rhétorique soviétique traditionnelle : les mots les plus utilisés sont ceux de « Parti » (331 fois), de « Chine » (186) et de « socialisme » (139), tandis que le verbe typiquement communiste « persévérer » (*jianchi* 坚持) apparaît plus encore qu'auparavant (128 fois contre 110 en 2012 et 69 en 1997).

1 - Formule sarcastique de Donald Trump pour qualifier Xi.

L'objectif général est de faire de la Chine « un grand pays socialiste à la fois prospère, puissant, démocratique, culturellement avancé, harmonieux et beau ». Le rapport invoque par ailleurs la nécessité de surmonter la principale contradiction à laquelle fait face la société chinoise de la « nouvelle ère », à savoir la difficulté à adapter un « mode de développement déséquilibré et inadéquat » à « des besoins du peuple chaque jour plus grands pour une vie meilleure ». Le « bien-être du peuple » (*minsheng* 民生, concept emprunté de Sun Yat-sen) doit par ailleurs être assuré à travers l'instauration d'une meilleure governance, notamment dans le domaine social.

La poursuite des réformes

Pour réaliser ces ambitions, la poursuite des réformes approuvées par les plénums précédents est présentée comme une priorité. Sur le plan économique, il s'agit de gérer et réduire la dette, favoriser les partenariats entre sphères publique et privée, et encourager l'innovation, domaine clef pour assurer la transition vers un modèle de croissance davantage tiré par les services et la consommation intérieure que par l'investissement et les exportations. L'amélioration de la protection de l'environnement et le développement des industries vertes sont également placées au rang de priorités. En termes de réformes administratives, il est prévu de poursuivre l'institutionnalisation de la lutte anticorruption, la modernisation des administrations et l'amélioration de la gouvernance. Enfin, le volet juridique concerne l'établissement d'un « État de droit socialiste aux couleurs de la Chine », qui permettrait d'assurer une meilleure sécurité juridique aux acteurs économiques et aux citoyens « non rebelles », c'est-à-dire qui ne s'aventurent pas dans la sphère politique.

Ambitions internationales

Xi Jinping affiche également dans son rapport les ambitions internationales de la Chine. Il met en avant la nécessité de se doter d'une « armée puissante », « de forces armées de niveau mondial » placées sous « la direction absolue du Parti » et « capables de combattre et de vaincre ». Xi Jinping insiste sur le rôle désormais moteur de la Chine sur la scène mondiale, son pays étant appelé à « se rapprocher du centre de la scène mondiale » et à « apporter une contribution plus grande à l'humanité". Ces dernières expressions font d'ailleurs écho aux velléités, bien que Xi s'en défende publiquement, d'exporter le modèle de gouvernance chinois dans un contexte de lutte d'influence avec le modèle américain. La poursuite du projet des Nouvelles routes de la soie (la *Belt and Road Initiative* ou BRI) est également présentée comme un objectif international et économique phare ainsi qu'un cadre privilégié de la diplomatie chinoise.

Révision des statuts du Parti

Le XIXe Congrès a également donné lieu à une révision des statuts du Parti. "La pensée de Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises de la nouvelle ère" (习近平新时代中国特色社会主义思想) a ainsi été inscrite dans les statuts et dotée d'un statut supérieur aux autres principes théoriques du Parti. La "pensée

militaire de Xi Jinping" (习近平强军思想) et le système de responsabilité du président de la Commission militaire centrale (中央军事委员会实行主席负责制) (art. 23) ont également été intégrés. Figurent également de nombreux nouveaux slogans et politiques tels que le « rêve chinois », « le rôle décisif des forces du marché », les routes de la soie, le renforcement de la discipline (art. 14) et le système d'inspection (巡视制度).

La nouvelle direction du Parti

La direction du Parti a été profondément renouvelée à l'occasion du XIXe Congrès puisque deux tiers des membres du Comité central (204 membres au total) ont été remplacés, contre la moitié seulement en 2012. Parmi quelques tendances majeures, on note une nette augmentation de la représentation des cadres d'entreprises publiques (vingt délégués contre cinq en 2012) et, de manière plus générale, une élévation de l'âge moyen des membres du Comité central par rapport à 2012 (57 ans d'âge moyen contre 56,1 ans en 2012 et 53,5 ans en 2007). L'absence de changement de génération parmi les dirigeants du Parti communiste chinois est particulièrement frappante aux plus hauts échelons de l'appareil politique, le Bureau politique comptant surtout des membres de la cinquième génération, nés comme Xi dans les années cinquante. Seulement trois membres sont nés dans les années 1960 : Chen Min'er, Ding Xuexiang et Hu Chunhua. Ces derniers pourraient en ce sens apparaître comme des candidats potentiels à la succession de Xi en 2022.

Le Comité permanent du Bureau politique (sept membres) :

Le renouvellement de la direction suprême du Parti était particulièrement attendu. Hormis **Xi Jinping** et **Li Keqiang** qui ont été maintenus à leur postes respectifs (Secrétaire général du Comité central du Parti communiste, président de la République populaire de Chine et président de la Commission militaire centrale pour Xi Jinping ; premier Ministre pour Li Keqiang), cinq nouveaux membres ont fait leur entrée au Comité permanent du Bureau politique :

- **Li Zhanshu** 栗戰書 (1950), président de l'Assemblée populaire nationale (mars 2018), président du groupe dirigeant chargé de Hong-Kong et Macao
- **Wang Yang** 汪洋 (1955), président de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) (mars 2018)
- **Wang Huning** 王滬寧 (1955), numéro deux du Secrétariat du Comité central du Parti, en charge de la propagande notamment
- **Zhao Leji** 趙樂際 (1957), secrétaire de la Commission centrale de contrôle de la discipline (CCCD).
- **Han Zheng** 韓正 (1954), premier vice-Premier ministre (mars 2018), en charge des réformes économiques et du budget, des ressources naturelles, de la protection de l'environnement et probablement des Nouvelles routes de la soie.

La nouvelle composition du Comité permanent suggère la recherche d'un certain équilibre politique par Xi Jinping. Trois de ses membres, Li Zhanshu, Wang Huning et Zhao Leji sont réputés être de proches alliés de Xi, en particulier Li Zhanshu, fidèle ami du président. Wang Huning bénéficie quant à lui d'une image d'intellectuel réformiste, favorable à un mode de modernisation autoritaire. Zhao Leji, également fidèle de Xi et ancien responsable du Département de l'organisation du Comité central, remplace Wang Qishan à la tête de la CCCD. Le retrait de Wang Qishan, arrivé en âge de partir à la retraite, pourrait d'ailleurs être interprété comme une tentative de Xi de reprendre le contrôle de la CCCD qui était peut-être devenue trop autonome à ses yeux. Cela étant, les liens entre Xi et Wang restent étroits, le second prenant encore part aux réunions du Comité permanent du BP et étant pressenti pour remplacer en mars 2018 Li Yuanchao au poste, très honorifique et peu influent, de vice-président de la République. Han Zheng, le nouveau vice-Premier ministre, est rattaché à la faction de Jiang Zemin à Shanghai mais il développa des relations personnelles avec Xi Jinping lorsque ce dernier fut transféré à Shanghai pendant quelques mois en 2007 suite à l'éviction de Chen Liangyu. Li Keqiang et Wang Yang sont quant à eux rattachés à la faction *tuanpai* (ou de la Ligue de la Jeunesse communiste), liée à Hu Jintao. Le maintien de Li Keqiang à son poste pourrait témoigner de la volonté de Xi de garder auprès de lui un Premier ministre au pouvoir déjà considérablement affaibli. Wang Yang, en tant que président de la CCPPC, n'a qu'un rôle relativement secondaire, sauf peut-être pour ce qui concerne Taiwan.

Le Bureau politique du comité central (18 membres hors membres du Comité permanent)

Le Bureau politique apparaît plus resserré autour de Xi Jinping, quatorze des dix-huit autres membres du Bureau politique (hors Comité permanent) étant de proches alliés de Xi. Le taux de renouvellement est également très important puisque quinze des dix-huit membres sont de nouveaux venus. Seuls Hu Chunhua, Sun Chunlan et Xu Qiliang se sont maintenus au Bureau politique. Parmi ces 18 membres figurent :

5 responsables de départements du Comité central :
- **Ding Xuexiang** 丁薛祥 (1962): directeur du Département des affaires générales du Comité central
- **Huang Kunming** 黄坤明 (1956): directeur du Département de la propagande du Comité central
- **Guo Shengkun** 郭声琨 (1954): secrétaire de la Commission politique et judiciaire du Comité central
- **Chen Xi** 陈希 (1953): directeur du Département de l'organisation du Comité central
- **Yang Xiaodu** 杨晓渡 (1953): ministre du Contrôle, secrétaire adjoint de la Commission centrale de contrôle de la discipline

4 représentants du Conseil des affaires de l'État (prises de fonction prévues en mars 2018) :
- **Hu Chunhua** 胡春華 (1963): Second vice-Premier ministre (mars 2018)
- **Liu He** 刘鹤 (1952): Troisième vice-Premier ministre en charge des finances et des affaires économiques (mars 2018)
- **Yang Jiechi** 杨洁篪 (1950): Quatrième vice-Premier

ministre en charge des affaires étrangères
- Sun Chunlan 孫春蘭 (1950): directrice du Département du front uni du Comité central jusqu'au 7 novembre 2017, elle pourrait occuper le poste de Conseillère d'Etat en charge de l'éducation, la santé, le sport et la culture à partir de mars 2018.

6 responsables provinciaux :
- Cai Qi 蔡奇 (1955): Secrétaire du Parti de Pékin
- Chen Min'er 陈敏尔 (1960) : Secrétaire du Parti de Chongqing
- Chen Quanguo 陈全国 (1955): Secrétaire du Parti de la province du Xinjiang
- Li Qiang 李强 (1959): Secrétaire du Parti de Shanghai
- Li Xi 李希 (1956): Secrétaire du Parti de la province du Guangdong
- Li Hongzhong 李鸿忠 (1956): Secrétaire du Parti de Tianjin

2 hauts cadres de l'Armée populaire de libération :
- Xu Qiliang 許其亮 (1950) : Premier vice-Président de la Commission militaire centrale (CMC)
- Zhang Youxia 張又俠 (1950): Second vice-Président de la CMC

1 représentant de l'Assemblée populaire nationale (APN)
- Wang Chen (1950): vice-Président et Secrétaire général de l'APN

Le secrétariat du Comité central du PCC (7 membres) :

- Wang Huning , secrétaire exécutif
- Ding Xuexiang, directeur du Département des affaires générales du Comité central
- Chen Xi, directeur du Département de l'organisation
- Guo Shengkun, secrétaire de la Commission politique et judiciaire du Comité central
- Huang Kunming, directeur du Département de la propagande, vice-président de la CCPPC
- Yang Xiaodu, secrétaire-adjoint de la CCCD
- You Quan, directeur du Département du front uni du comité central

L'on peut remarquer qu'aucun représentant de l'APL ne figure au sein du Secrétariat. Le dernier militaire membre du secrétariat du Comité central était le général Xi Caihou de 2002 à 2007 (expulsé ensuite du Parti en 2014).

Une Commission militaire centrale plus resserrée

La Commission militaire centrale (CMC) a quant à elle été réduite de manière importante puisqu'elle compte sept membres au lieu de onze en 2012. Outre le maintien de Xi Jinping et de Xu Qiliang 許其亮 (1950) à leurs postes respectifs de président et de vice-président de la CMC, deux anciens membres ont été nommés à de nouveaux postes : le général Zhang Youxia 張又俠 (1950), ancien directeur du Département général de l'armement, nommé second vice-président de la CMC , et le général Wei Fenghe 魏鳳和 (1954), commandant de la seconde artillerie qui devrait être promu au poste de ministre de la Défense nationale en mars 2018.

Trois nouveaux membres ont fait leur entrée à la CMC :
- Li Zuocheng 李作成 (1953), qui remplace Fang Fenghui au poste de chef d'état-major interarmes
- Miao Hua 苗华 (1955), directeur du Département politique général
- Zhang Shengmin 张升民 (1958), secrétaire de la Commission de contrôle de la discipline de la CMC et secrétaire-adjoint de la CCCD.

Le départ inopiné de deux responsables de la CMC, Zhang Yang, ancien directeur du Département politique général de l'APL, et de Fang Fenghui, ancien chef d'état-major général, a été l'objet de nombreuses spéculations ; des problèmes de discipline auraient pu en effet provoquer leur départ à l'occasion du XIXe Congrès. Faisant l'objet d'une enquête pour corruption, le premier s'est suicidé peu après la clôture du congrès. Mais des motifs politiques pourraient être à l'origine de son geste fatal.

Si le nombre de militaires représentés dans les organes de direction du Parti est resté stable (65 membres dont 41 membres pleins et 24 suppléants) par rapport au Congrès de 2012, les représentants de l'APL ont aussi fait l'objet d'un fort renouvellement. Parmi les 41 militaires membres pleins du Comité central, 34 sont des nouveaux venus. Plusieurs cadres se distinguent parmi ces derniers, dont Gao Jin, nommé commandant de la force de soutien stratégique.

Les dirigeants écartés

La règle non écrite fixant l'âge de départ à la retraite des cadres du Parti à 68 ans (règle dite du *qi shang ba xia* 七上八下) a, semble-t-il et en dépit des réserves exprimées officiellement sur sa portée, été scrupuleusement appliquée, entrainant le départ de Wang Qishan. Comme on l'a vu, l'ancien chef de la CCDD pourrait toutefois occuper à l'avenir le poste honorifique de vice-président de la république.
Mais penchons-nous sur les membres des responsables de moins de 68 ans non reconduits dans leurs fonctions. Mis à part Sun Zhengcai, ancien poulain de Hu Jintao démis de ses fonctions de secrétaire du Parti de Chongqing en juillet 2017 pour violation sérieuse de la discipline, quatre autres hauts dirigeants du Parti non atteints par la limite d'âge non écrite ont été écartés : Li Yuanchao, Liu Qibao, Zhang Chunxian et Yang Jing. Trois d'entre eux, Li Yuanchao, ancien vice-président de la République, Liu Qibao, ex-directeur du Département de la propagande du Comité central, et Yang Jing, ancien secrétaire des affaires générales du Conseil des affaires de l'État sont membres de la *tuanpai*, la faction de Hu. Zhang Chunxian aurait pu quant à lui être écarté en raison de sa politique au Xinjiang, jugée trop laxiste ou plutôt pas assez efficace. Dans l'ensemble, Xi a promu ses hommes et réduit sensiblement l'influence des partisans de Hu.

La sélection des dirigeants : cooptation ou élection ?

Le XIXe Congrès signale l'abandon par Xi Jinping de tout processus d'élection (même non contraignant) des membres des instances dirigeantes du Parti et de l'État, au profit d'un mode de sélection fondé sur

la cooptation. Il instaure en ce sens une rupture nette avec son prédécesseur Hu Jintao qui avait élargi dès 2002 les modes de consultation en sollicitant près de 33 500 membres du Parti pour choisir les futurs membres du Comité central et en demandant à ces derniers de choisir les membres du Bureau politique parmi une liste de 200 candidats. Invoquant les scandales liés à des trucages présumés de ces élections, notamment celle qui aurait permis à Sun Zhengcai d'entrer au BP, Xi Jinping a préféré en revenir à un système traditionnel de cooptation en consultant en tête à tête 57 dirigeants en activité ou retraités. Le président chinois aurait également écouté l'avis de 258 autres responsables de rang ministériel. Cette procédure explique en partie du moins la nouvelle coloration politique des instances dirigeantes du PC chinois.

La campagne contre la corruption

La campagne contre la corruption, menée sous la supervision de la CCCD, est amenée à se poursuivre. Le XIXe Congrès a fourni l'occasion de mettre en avant les résultats très positifs de la campagne : 1,53 millions d'affaires de corruption ont été traitées entre 2012 et 2017, contre moins de 670 000 entre 2007 et 2012. Toutefois, si le nombre de membres de PCC traduits en justice a plus que doublé entre les deux périodes, s'élevant à 58 000 pour 2012-2017, il ne représente qu'une proportion relativement faible, soit environ 3,5%, des membres du Parti.
Le système de contrôle de la discipline est en outre appelé à être consolidé, à travers en particulier l'établissement en mars 2018 d'une Commission nationale de contrôle et la promulgation d'une loi de contrôle administratif (LCA). Cette dernière prévoit notamment une réforme du système de *lianggui* （两規）, mesure disciplinaire extra-légale permettant d'interroger et de sanctionner un membre du Parti. Il s'agit de remplacer ce système par celui du *liangzhi* (两指) qui présenterait davantage de garanties légales. Toutefois, la différence avec le système précédent n'apparait pas encore clairement : par exemple l'accès à un avocat dans le cadre de ces procédures ne semble pas être prévu.

Xi « Grand Leader » : le culte de la personnalité du chef à nouveau à l'honneur

Parmi les nouvelles expressions utilisées pour désigner Xi figurent celle de « grand leader » (*weida lingxiu* 伟大领袖) et, encore plus récemment, celle de « guide de la nouvelle ère » (*xinshidai lingluren* 新时代领路人), comme en témoigne le titre utilisé par le site officiel du gouvernement central chinois dans un texte consacré à Xi Jinping :

A travers ces nouveaux titres, Xi accède à un statut supérieur à celui de Deng Xiaoping. S'il n'est certainement pas aussi puissant que Mao, il a remis en cause la direction collective du Parti et a restauré une forme de culte de la personnalité. Il est parvenu à s'imposer durablement au sommet de la direction du PCC en affaiblissant considérablement ses adversaires politiques, à travers notamment la réorganisation de Ligue et de la jeunesse communiste et la poursuite de la campagne contre la corruption. Si cette dernière est amenée à se poursuivre, les réformes économiques, administratives et juridiques pourraient occuper une place plus importante, voire devenir la priorité. Le président chinois apparaît en définitive comme un « modernisateur autoritaire », soucieux de la stabilité du régime et du maintien de sa position d'homme fort au sein du Parti. Certains observateurs s'interrogent sur l'évolution du régime, à savoir notamment si la dictature du Parti évolue vers la dictature d'un homme, et spéculent déjà sur un possible maintien de Xi au pouvoir après 2022. Toutefois, il convient d'évaluer les risques que comporte cette dernière option. Pour le moment, il semble que c'est le Parti qui impose avant tout sa dictature, et cela dans le cadre d'un système politique solide et durable.

En outre, il est permis de s'interroger sur les limites de la puissance de Xi. La mise à l'écart de nombreux rivaux et opposants ainsi que la restauration du système de cooptation des dirigeants ne vont pas sans susciter des oppositions au sein du Parti. Il convient également de mesurer sa réelle capacité à faire appliquer les réformes

aux échelons provinciaux et infra-provinciaux, et à faire face à l'impact du ralentissement économique et de l'endettement croissant des collectivités territoriales et des entreprises publiques. Par ailleurs, si le contrôle du Parti sur la société tend à se resserrer dans de nombreux domaines (Internet, médias, ONG,...), il est nécessaire de rappeler que la société chinoise n'est pas totalement perméable à la propagande officielle et sait prendre ses distances critiques avec le pouvoir. L'image détournée de Xi déguisée en Jésus montrée ci-dessous tend à le démontrer : c'est la réponse des réseaux sociaux à l'instruction donnée par les responsables ruraux du PC au Jiangxi à des paysans devenus trop massivement chrétiens de reléguer leurs images pieuses dans leur chambre à coucher et d'afficher un poster de Xi Jinping dans la pièce principale de leur ferme.

The « Holy Xi » (Image diffusée sur WeChat)